

ACTION  
PRATICIENS  
HÔPITAL



SNPEH

SYNDICAT NATIONAL DES PEDIATRES DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

syngof Syndicat  
des gynécologues  
et obstétriciens  
de France

## **Le SNPEH et le SYNGOF, membres de l'intersyndicale APH, interpellent le nouveau Ministre de la Santé :**

### **L'urgence en périnatalité dans les hôpitaux français**

L'hôpital public est en train de s'effondrer, et de plus en plus d'acteurs de la santé reconnaissent cette situation dramatique. Le secteur touché de la manière la plus visible est celui des urgences, vitrine de ces hôpitaux. Les urgences pédiatriques, souvent associées à des services de pédiatrie, sont particulièrement touchées.

La loi de financement des urgences, amputant ces services d'une partie de leur budget, aggrave la situation. Le secteur de la périnatalogie subit parallèlement une dégradation brutale touchant l'ensemble des professionnels de santé. En effet, les services de néonatalogie et, en particulier, ceux de haute technicité (réanimation, soins intensifs) vivent une crise de démographie majeure des pédiatres et non anticipée.

Les gynécologues-obstétriciens restent en tension extrême au niveau de leurs effectifs avec des démissions qui s'enchaînent, les médecins anesthésistes-réanimateurs sont également en grande difficulté en particulier ceux qui exercent en maternité (mise en place des péridurales à n'importe quelle heure tout en faisant d'autres activités), les sage-femmes, formées en grand nombre, désertent la salle de naissance qui est leur cœur de métier pour s'installer de plus en plus en cabinet libéral et les puéricultrices et auxiliaires de puériculture quittent les services de réanimation et soins intensifs néonataux, sans pouvoir être remplacées, obligeant à fermer des lits.

Pourtant, des signes avant-coureurs avaient alerté depuis longtemps comme les difficultés de l'équipe d'obstétriciens de Tourcoing amenant la fermeture de la maternité il y a 3 ans pendant plusieurs mois (problème résolu par l'action quasi-exclusive de l'équipe du CHU),

l'arrêt des accouchements à la maternité de Dinan après mort maternelle ou la fermeture de la maternité de Nevers pendant une semaine par manque de sage-femmes !

Demain, nous risquons d'avoir des fermetures de lignes de garde, de lits en centre périnatal 2B et 3, alors que ces services ont déjà des problèmes de lits disponibles alors que la mortalité infantile augmente de façon dramatique dans notre pays !

Il faut former plus de toutes ces professions, mais la première mesure d'urgence réalisable dès maintenant est la **revalorisation conséquente de tous les salaires** en tenant compte pour les praticiens hospitaliers des échelons perdus après le Ségur ainsi que celle de la rémunération des gardes et astreintes, actuellement beaucoup trop basse. Il faudra aussi **acter que 24 heures de travail consécutives doivent être comptabilisées en 5 plages horaires** et non plus 4 comme actuellement.

Seules, ces mesures pourront stopper **l'hémorragie des soignants** et redonner envie aux praticiens en place de rester et aux plus jeunes de retrouver l'envie de travailler dans ces spécialités à l'hôpital public !

Il faut agir vite car les démissions continuent de tomber, rendant la situation de plus en plus inextricable.

Il faudra, pour le nouveau ministre de la Santé, résoudre ce problème immédiatement : il en va de la santé des femmes et nouveau-nés, voire de leur survie !

Emmanuel Cixous  
Président du SNPEH, Vice-Président APH  
06 20 81 81 66

Pascale LE PORS-LEMOINE  
Vice-Présidente du SYNGOF, Vice-Présidente APH  
06 60 76 48 15